

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 19/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BARBIER ET CIE**

LA GUIDE

BP 39

43600 Sainte-Sigolène

Références : 20240219\_RAP\_BARBIER\_LaGuide\_SteSigolene\_AN2024COV.pdf

Code AIOT : 0005600266

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement BARBIER ET CIE implanté Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émission canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARBIER ET CIE
- Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de La guide est l'un des 5 sites industriels du Groupe BARBIER, spécialisé dans la fabrication par extrusion-soufflage et impression de films plastiques pour l'agriculture, l'industrie et les déchets.

Le site comprend trois unités :

- Unité 1 : 3 imprimeuses en ligne - 8 lignes d'extrusion - 8 silos
- Unité 2 : 8 imprimeuses en ligne - 11 lignes d'extrusion – 15 silos
- Unité 3 : 5 imprimeuses

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande d'action corrective	3 mois
3	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
6	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 17/03/1908 et Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande de justificatif à l'exploitant	Installation nouvel oxydateur
7	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Déclaration Gerep 2023

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant mettra à jour son plan des émissaires et fournira la liste des points de rejets canalisés sous la forme d'un tableau comme demandé dans le constat 1 du présent rapport. Pour chacun des émissaires recensés (hors rejets de gaz de combustion devant respecter les fréquences de mesures de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 associé et rejets ozone) une mesure a minima annuelle sera effectuée par un laboratoire agréé conformément à l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Concernant la gestion des indisponibilités de son oxydateur thermique, l'exploitant formalisera sous la forme d'une procédure ou équivalent les actions actuellement mises en place pour réduire les émissions de COV des installations.

Le Plan de Gestion des Solvants de l'année 2023 intégrera les demandes formulées dans le constat 7 du présent rapport, notamment pour les flux O1, O4 et O5.

Enfin, un nouvel oxydateur thermique doit être mis en place par l'exploitant à l'horizon d'un an, en lieu et place de l'oxydateur actuel. L'exploitant transmettra un Porter à Connaissance à l'inspection l'informant de ce projet et lui permettant d'encadrer la période d'indisponibilité du système de traitement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> <p>Lors de la dernière inspection réalisée sur le site le 19 juillet 2023, il avait été demandé à l'exploitant d'ici le 31/12/2023 : « Tous les émissaires du site doivent être recensés dans un tableau et positionnés sur un plan. »</p> <p>Dans son courrier de réponse, daté du 27 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan des émissaires du site de la Guide. Ce plan a fait l'objet de discussions durant la présente inspection.</p> <p>Le stockage des encres et autres produits solvantés des unités 1 et 2 s'effectue dans un bâtiment indépendant de type Algeco. Aucune cheminée n'est associée à ce bâtiment regroupant des bidons fermés. Le stockage associé à l'unité 3 se trouve dans le bâtiment 3. L'exploitant précise que le stock de matières premières de cet atelier est très limité car géré par une entreprise extérieure, située à proximité du site. Cela permet à l'exploitant de ne pas avoir de stocks sur le site. Quatre cuves enterrées de produits solvantés sont présentes à proximité de l'unité 3 sans être reliées à des événements.</p> <p>La station de mélange de produits de l'unité 3 est localisée dans le bâtiment de cette unité. Une ventilation d'air existe sans que celle-ci ne soit rejetée en sortie de bâtiment via une cheminée. Les rejets sont ainsi émis directement dans l'atelier et sont à considérer comme du diffus. Aucune station de mélange n'existe pour l'unité 1 et 2.</p> <p>D'après le plan fourni par l'exploitant, l'unité 1 disposerait de deux rejets canalisés, c'est-à-dire, de rejets gazeux finaux rejetés dans l'air par une cheminée ou un conduit. Ces cheminées correspondraient aux rejets de deux chaudières. Les autres émissaires indiqués dans le plan fourni correspondent à des rejets d'ozone en façades ou à des rejets désaffectés.</p> <p>L'exploitant a indiqué dans son plan des émissaires, pour l'unité 2, des rejets pour chacun des anciens aérothermes du site. Ces rejets sont donc à supprimer car plus utilisés. De plus, chaque imprimeuse de cet atelier dispose d'un rejet canalisé associé à une cheminée.</p> <p>Concernant l'unité 3, différents émissaires sont reportés par l'exploitant tels que les rejets exceptionnels d'air solvanté, les rejets d'aérothermes, les rejets de la machine à laver, la cheminée de l'oxydateur ainsi que d'autres émissaires devant être confirmés comme étant bien canalisés.</p> <p><b>Demande 1 :</b> L'exploitant mettra à jour le plan des émissaires fourni afin d'indiquer uniquement les rejets dits canalisés, c'est-à-dire les rejets gazeux finaux rejetés dans l'air par une cheminée ou un conduit et pouvant faire l'objet de mesurage (délai : 3 mois). Comme demandé lors de la précédente inspection et non fourni à ce jour, l'exploitant recensera tous les émissaires du site dans un tableau en précisant pour chacun : le nom du conduit, les installations raccordées, la hauteur de cheminées, le débit nominal, les polluants potentiellement</p>

émis et pour les appareils de combustion les combustibles utilisés ainsi que la puissance thermique nominale associée (délai : 3 mois).

A l'heure actuelle, seuls les rejets de l'unité 3 (impression) sont captés et traités par l'oxydateur (A1). Comme indiqué dans le précédent rapport d'inspection daté du 24 juillet 2023, l'exploitant a pour projet de remplacer son oxydateur actuel afin de traiter en plus des rejets de l'unité 3, les rejets de l'unité 2 (impression) et de la machine à laver de l'unité 3 (A43).

Les rejets de l'unité 1 ne seront pas reliés à l'oxydateur du fait de l'éloignement de cet atelier vis-à-vis de l'oxydateur et de la faible utilisation de solvants (6 tonnes sur les 644 tonnes utilisées sur le site en 2022), comparativement aux unités 2 et 3.

Le devis de l'oxydateur reçu par l'exploitant est daté du 31 janvier 2024. Des discussions sont en cours avec le fournisseur choisi afin d'intégrer le raccordement des différents émissaires à l'oxydateur. Le nouvel oxydateur sélectionné est un oxydateur thermique régénératif à 3 lits avec un débit nominal de 45 000 m<sup>3</sup>/h (29 150 m<sup>3</sup>/h actuellement). Une récupération de chaleur sera également installée.

L'exploitant prévoit une commande à la fin du 1er trimestre 2024 et environ 10 mois de travaux.

L'exploitant indique à l'inspection que le nouvel oxydateur prendra la place de l'actuel système de traitement faute d'espace disponible. Un fonctionnement du site sans système de traitement est donc envisagé pendant une période actuellement estimée de 15 à 16 semaines. Ce délai prend en compte des travaux de génie civil nécessaires à l'installation du nouvel oxydateur.

**Demande 2 :** Comme indiqué durant l'inspection, un Porter à Connaissance (PAC), décrivant le projet, devra être rédigé et transmis à l'inspection des installations classées (délai : après la signature du devis et en amont du lancement du projet). Ce document devra notamment décrire le projet, les périodes estimées de fonctionnement sans système de traitement et la justification que ce délai est incompressible, une proposition de réduction des fabrications, une estimation des flux de polluants émis durant cette période et le suivi mis en place pendant celle-ci, etc. La période d'indisponibilité de l'oxydateur sera encadrée par l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Émissions diffuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses

### Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

**Constats :**

Les sources d'émissions diffuses potentielles ont été passées en revue lors de l'inspection.

Les granulés de polyéthylène sont stockés dans des silos.

Les bidons de pigments, vernis et solvants sont stockés fermés dans un bâtiment de type Algeco pour les unités 1 et 2 et dans le bâtiment de l'unité 3.

Les mélanges de couleur de l'unité 3 sont effectués dans le bâtiment de cette unité dans une alcôve fermée. Des émissions diffuses peuvent se dégager de ces bidons lorsqu'ils sont utilisés par les opérateurs.

Les émissions de la machine à laver les encriers sont captées et rejetées en cheminée sans traitement aujourd'hui. Le traitement de ces rejets sera effectué suite à la mise en place du nouvel oxydateur thermique. Des émissions diffuses peuvent se dégager lors de l'ouverture de la machine par les opérateurs.

Le process d'extrusion-gonflage permet, en chauffant et en insufflant de l'air, d'étirer la matière en formant une « bulle » cylindrique, qui est ensuite refroidie, coupée et enroulée en bobine. Le process, notamment la formation de la « bulle », est « ouvert ». Les émissions associées à ce process sont considérées comme des émissions diffuses. L'exploitant précise qu'un screening COV leur avait été prescrit et avait été réalisé afin de déterminer si ce process pouvait faire l'objet d'émissions de COV. L'exploitant indique que rien avait été identifié à l'époque. Les résultats de l'étude mentionnée n'ont pas été regardés durant l'inspection.

La partie impression de l'unité 1 ainsi que les émissions non captées et non rejetées via une cheminée ou un conduit dans les différentes unités sont à considérer comme du diffus.

A noter qu'un flux annuel des émissions diffuses est fixé à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2019 (cf constat 7) et vérifié dans le cadre du Plan de Gestion des Solvants, remis chaque année par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Traitement des fumées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les rejets des imprimeuses de l'unité 3 sont reliés et traités via un oxydateur thermique régénératif à 2 lits de la marque CTP.

En 2023, la maintenance annuelle s'est déroulée du 24 au 27 avril. Le rapport associé fait état de fissures sur les baffles de mélange (isolation chambre de combustion) et recommande une rénovation de la plateforme centrale et des baffles de mélange. Ce point ne semble pas avoir été intégré au devis établi pour l'arrêt pour maintenance de l'année 2024.

**Demande 3 :** L'exploitant se rapprochera de son prestataire afin d'évaluer la nécessité d'intégrer ce point à la prochaine maintenance (délai : 3 mois).

En plus de ces visites de maintenance, l'exploitant effectue en interne une maintenance préventive. Un point est effectué tous les matins pour vérifier les paramètres de la supervision pour s'assurer que l'oxydateur fonctionne correctement (température, allumage du brûleur, alarmes éventuelles...).

L'exploitant indique que le logiciel de l'actuel oxydateur ne permet pas d'avoir d'historiques sur les différents paramètres mesurés. Ce point devrait être corrigé avec la mise en place du nouvel oxydateur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Traitement des fumées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées – gestion des indisponibilités

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

**Constats :**

Suite à l'inspection effectuée le 19 juillet 2023, l'exploitant a mis en place un registre d'indisponibilité précisant le nombre d'indisponibilités de l'oxydateur, les incidents ayant entraîné l'arrêt du système de traitement, ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés. Le registre a été mis en place en octobre 2023 et est opérationnel à partir de l'année 2024.

Durant les arrêts du système de traitement, l'exploitant indique pouvoir mettre en place un re-ordonnancement des commandes en privilégiant des productions moins émettrices de COV (nombre de couleurs, taux d'encrage plus faible...), sous réserve de la date limite de fourniture des commandes en cours. En revanche, cette méthodologie ne fait pas l'objet d'une procédure au sein du site.

**Demande 4 :** L'exploitant formalisera sous la forme d'une procédure ou équivalent, la gestion des indisponibilités du système de traitement.



Il y précisera notamment les fabrications/opérations privilégiées et sous quels critères, les dispositions prises pour réduire la pollution émise, etc. (délai : 3 mois).
Suite à l'inspection effectuée le 19 juillet 2023, l'exploitant a estimé les émissions émises lors des périodes de pannes et d'arrêts de l'oxydateur pour l'année 2022 (cf constat 7).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Surveillance des rejets - mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière inspection réalisée sur le site le 19 juillet 2023, il avait été demandé à l'exploitant d'ici le 31/12/2023 : « Une analyse doit être réalisée sur chaque émissaire recensé ou une justification doit être apportée si l'analyse des rejets n'est pas nécessaire. »</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé des analyses en 2021 sur les émissaires autres que l'oxydateur et ne plus en avoir réalisé depuis. Selon lui, seuls les rejets en sortie d'oxydateur devaient faire l'objet d'un contrôle. Les émissaires du site et conduits associés ne sont, à l'heure actuelle, pas listés dans l'arrêté préfectoral du site. Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des émissaires canalisés du site doivent faire l'objet de mesures a minima une fois par an.</p> <p><b>Demande 5 :</b> L'exploitant fera réaliser sur l'ensemble des émissaires du site une mesure en sortie de cheminée, a minima annuelle, conformément à l'article 58.III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 et à l'article 2.9.2 de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 (délai : 31/12/2024).</p> <p>Ces émissaires, sous réserve de la réponse apportée au constat 1, sont a minima : les rejets en sortie d'oxydateur, les rejets des lignes d'impression de l'unité 2, la machine à laver.</p> <p>Les rejets de combustion doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport des mesures effectuées. Pour les installations fonctionnant par batch ou cycle (ex : machine à laver), l'exploitant sera vigilant à la durée de mesurage qui doit être au moins égale à la durée de la phase à caractériser ou à un cycle de fonctionnement complet, conformément à l'annexe II de l'arrêté du 11 mars 2010.</p> <p>Un contrôle inopiné s'est déroulé le 14 avril en 2023. Seul le rejet en sortie d'oxydateur a fait l'objet de mesures (cf demande ci-dessus).</p> <p>Les références à l'agrément et/ou à l'accréditation sont précisées dans le rapport ainsi que les conditions de fonctionnement des installations lors des mesures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois



**N° 6 : Respect des VLE - tableau des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 3.2.2 et Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 3.2.2 de l'AP du 06/12/2019 :</u> - COVNm dans les rejets canalisés est de 75 mg/Nm <sup>3</sup> si technique d'oxydation : COV nm est de 20 mg/Nm <sup>3</sup> ou 50 mg/Nm <sup>3</sup> si le rendement de l'oxydateur est supérieur à 98 %. - NOX : 100 mg/Nm <sup>3</sup> à 3% d'O <sub>2</sub> - CH <sub>4</sub> : 50 mg/Nm <sup>3</sup> - CO : 100 mg/Nm <sup>3</sup>  <u>Article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :</u> La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h.  <b>Constats :</b> Lors du contrôle périodique d'avril 2023, les concentrations de polluants mesurés en sortie d'oxydateur respectaient les valeurs limites définies à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2019.  En revanche, la vitesse d'éjection mesurée était plus faible que celle demandée par la réglementation (2,9 m/s au lieu de 8 m/s). L'exploitant précise qu'une seule ligne d'impression était en fonctionnement durant le contrôle (débit à 6 000 m <sup>3</sup> /h), ce qui peut expliquer cette vitesse faible. Dans le rapport de mesure périodique du 24 février 2022, la vitesse d'éjection était proche de 8 m/s (7,9 m/s pour un débit de 13 900 m <sup>3</sup> /h).  <b>Demande 6 :</b> L'exploitant s'assurera que son nouvel oxydateur est dimensionné pour respecter la vitesse d'éjection réglementaire quelle que soit la configuration de la production du site (nombre de lignes en fonctionnement notamment) lors de la réalisation des mesures périodiques (délai : installation nouvel oxydateur).  <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant <b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Plan de gestion des solvants (PGS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.  <b>Constats :</b> Lors de la dernière inspection réalisée sur le site le 19 juillet 2023, il avait été demandé à l'exploitant d'ici le 31/12/2023 : « Le PGS doit être mis à jour puis envoyé à l'inspection. ».

Le PGS 2022 a bien été transmis par l'exploitant. Dans ce PGS, le flux O1 a fait l'objet de modifications. Ainsi, l'exploitant a déduit du temps de fonctionnement de l'oxydateur les périodes d'indisponibilité de ce dernier.

En revanche, les émissions rejetées lors des pannes et arrêts de l'oxydateur doivent être estimées (en prenant par exemple, la mesure des COVT rejetés en amont de l'oxydateur dans les rapports de mesures périodiques) et intégrées à ce flux O1.

Dans ce flux O1, le débit en sortie d'oxydateur doit être pris en compte. De plus, il doit être représentatif des émissions rejetées sur l'année en sortie d'oxydateur. Ainsi, les conditions de fonctionnement du site et durées de fonctionnement des installations (taux de fonctionnement des différentes lignes de production) doivent être prises en compte dans le calcul de ce flux. A titre d'exemple, le contrôle inopiné d'avril 2023 a été réalisé avec une seule ligne en fonctionnement. Il est donc important de prendre en compte ce paramètre dans le calcul du O1 notamment.

**Demande 7 :** L'exploitant prendra en compte les conditions et durées de fonctionnement des installations dans le calcul du flux O1. Il estimera et intégrera également dans son flux O1 les émissions rejetées en sortie d'oxydateur lors des périodes d'indisponibilités de ce dernier (délai : déclaration Gerek 2023).

Le flux O5 correspond aux solvants abattus par le système de traitement du site. L'exploitant doit donc calculer le flux abattu par le système de traitement, en se basant sur la même méthodologie de calcul que le flux O1 et notamment par la prise en compte des rapports de mesures périodiques. L'exploitant devra se référer à l'annexe 3 du guide INERIS du 22 février 2009 « guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants », disponible sur internet. Pour le calcul de ce flux, la prise en compte du taux de fonctionnement et la durée des différentes lignes de production devront également être prises en compte.

Par ailleurs, le PGS complet a pour objectif l'estimation des émissions diffuses. La part des émissions diffuses ou non captées correspondent au flux O4. Sauf explications et justifications apportées par l'exploitant, ce flux ne peut être mesuré dans la configuration actuelle du site. Aussi, ce flux doit être déduit à la fin et ne pas être estimé.

**Demande 8 :** L'exploitant prendra en compte les différentes remarques formulées dans le présent paragraphe pour le calcul du flux O5 et la déduction du flux O4 afin d'établir son PGS de l'année 2023 (délai : déclaration Gerek 2023).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois